



ANALYSE 2017
4 décembre

Centre tricontinental

COSTA RICA : LIMITES D'UN MOUVEMENT SOCIAL RENOUVELÉ ET DIVERSIFIÉ

Sindy Mora Solano

Au Costa Rica, en dépit d'un climat politique – libéral-conservateur – défavorable, diverses alliances relativement inédites dans l'histoire récente des mouvements contestataires ont vu le jour. Un nouveau syndicat des travailleurs du privé a été créé, des mobilisations ont eu lieu dans le secteur public, les conflits socio-environnementaux se succèdent et les luttes en faveur des droits sexuels et reproductifs tentent d'occuper l'espace public.

Produit de la crise qui sévit au Costa Rica, plusieurs acteurs gouvernementaux ont proposé l'adoption de réformes qui tendent à limiter les droits des travailleuses et travailleurs du secteur public, sans apporter de solutions à des problèmes tels que l'inefficience du recouvrement des impôts, l'évasion fiscale et le financement des prestations attendues de l'État. Les institutions ont subi des coupes budgétaires, alors même que les réformes fiscales étaient refusées par l'assemblée législative. Ce blocage a affecté la qualité des services publics et augmenté le mal-être social. Pour cette raison, durant les dernières années, on a assisté dans le pays au développement d'une série de mouvements et de mobilisations pour y défendre les institutions et l'emploi. Une des luttes les plus significatives de la période a été portée par le mouvement de défense de la Caisse costaricaine de sécurité sociale (CCSS).

L'offensive contre la population au travail dans le secteur public a été de pair avec de constantes violations des droits des travailleuses et travailleurs du secteur privé, à savoir des acteurs dont les ressources organisationnelles pour défendre leurs droits sont plus limitées. Parallèlement, les luttes autour de questions environnementales ont gagné en visibilité, malgré l'accroissement, dans le même temps, des actions répressives à l'encontre de leurs meneurs. Les revendications relatives à la défense des droits à la différence sexuelle et aux enjeux liés à la sexualité et à la reproduction ont suscité l'organisation d'acteurs de plus en plus nombreux, dans un contexte où ceux-ci se heurtent au conservatisme politique et aux alliances entre groupes religieux.

Défense de la santé et de la Caisse costaricaine de sécurité sociale

La période est placée sous le signe de l'annonce de la crise financière, administrative et politique qui affecte une des institutions emblématiques de la sécurité sociale costaricaine : la CCSS, dont la création remonte à 1941. À la suite de cette crise, annoncée en 2011, un mouvement en faveur de la défense de l'institution a émergé ; des syndicats actifs sur le plan de la santé et dans d'autres domaines du secteur public, des organisations locales et des usagers se sont mobilisés pour la défense de ce fonds, bien connu de la population sous la dénomination « la Caja ».

L'année 2012 a donc été caractérisée par une série de protestations et nombre d'actions menées dans la province d'Alajuela, au nord du pays, pour la défense de l'hôpital San Francisco de Asís, un centre hospitalier qui a subi de plein fouet les restrictions budgétaires. A cette occasion se sont affirmées des logiques à caractère à la fois syndical et de solidarité locale, lesquelles ont sous-tendu les luttes en faveur de la défense de l'hôpital.

De même, et en lien avec ces actions, le 8 novembre 2012 a eu lieu la marche « Premier mouvement patriotique en défense de la sécurité sociale et de la CCSS », à l'initiative d'organisations rurales de l'ouest du pays et de la province de Guanacaste, située au nord-est du Costa Rica (Mora, 2016). Fortement réprimée, cette manifestation se solda par l'arrestation de trente-cinq personnes et des poursuites judiciaires à l'encontre de six manifestants. Ceux qui furent arrêtés ce jour-là ont été jugés le 19 mai 2017, et tous les accusés ont été blanchis. Même si ce jugement a représenté une victoire du mouvement social, les protestations en défense de la CCSS auront montré à quel point il est difficile pour les pouvoirs publics d'écouter et de prendre en compte les approches de ceux qui recourent à la contestation sociale.

Émergence du « Bloc unitaire syndical et social costaricain »

Le Bloc unitaire syndical et social costaricain (BUSSCO), qui regroupe diverses organisations syndicales et sociales du pays, a émergé en 2014 en tant que stratégie pour faire face à l'attaque du gouvernement contre les droits des travailleurs et les institutions du secteur public. Les pouvoirs publics ont fait alliance avec les acteurs politiques néolibéraux dont l'agenda profite de la détérioration financière pour promouvoir la concession et la privatisation des services de l'État (Coronado, 2015).

Alors que diverses administrations appelaient à approuver des réformes budgétaires, le gouvernement actuel – Solís Rivera (2014-2018) – en a proposé une qui prévoyait de limiter les dépenses courantes, d'approuver la loi sur l'emploi public dans le sens d'une modification des conditions de travail des travailleur-euse-s du secteur, et d'étendre la taxe sur la vente (TVA). Le BUSSCO s'est opposé à ces mesures, si bien qu'en janvier 2017, le gouvernement annonçait le retrait du paquet législatif fiscal (Murillo, 2017).

Récemment constituée, cette coalition sociale et syndicale est confrontée à des défis fondamentaux : asseoir son organisation en dépassant le particularisme qui, au cours de son histoire, a caractérisé les acteurs qui la composent, tout en renforçant son travail politique autour de thématiques aussi diverses que la défense de la santé, l'éducation et la lutte contre la corruption, et ce dans un contexte de profonde délégitimation organisationnelle des syndicats.

Un nouveau syndicat dans le secteur privé

Historiquement, les travailleur-euse-s du secteur privé ont été confrontés à une série de problématiques liées aux conditions de travail et aux violations de leurs droits dans les différents secteurs d'activité. Cette situation s'est produite en raison de la complicité et de l'incapacité des institutions publiques à réguler les relations du travail, tout comme des difficultés du secteur à s'organiser. L'émergence d'un « Syndicat des travailleurs du secteur privé » (SITRASEP) le 1er mai 2016, dans cette conjoncture politique, revêt donc une importance singulière (Parti des travailleurs, 2016). Après plus d'un an d'existence, elle fait face à un défi de taille : tenir bon, dans un climat de violations profondes des droits du travail, sur base d'une forme d'organisation qui s'est en réalité constituée à partir des luttes des travailleurs des plantations d'ananas et, plus généralement, des monocultures.

Mouvements environnementalistes et conflits territoriaux

Les mouvements à caractère environnemental restent vigoureux dans le pays. Voici leurs principales revendications : la défense de l'eau ; l'exigence de régulation, voire le refus du développement immobilier et touristique dans les zones où l'accès à l'eau pour les communautés est menacé ; la réglementation des produits agrochimiques ; un moratoire sur l'expansion de la monoculture des ananas, sans oublier que le Costa Rica reste un grand exportateur de bananes ; l'opposition à la pêche aux requins et l'adoption de zones de protection pour la nidification des tortues (Alvarez, 2016a ; Alvarez, 2016b ; Montero, 2016 ; Ramirez, 2007).

Aux diverses mobilisations de ces mouvements ont répondu invariablement la persécution, la répression ou l'étouffement des actions de contestation, jusqu'à l'assassinat de l'écologiste Jairo Mora Sandoval le 31 mai 2013 dans la région caribéenne du Costa Rica. Jairo fut un défenseur de la tortue « baula », espèce qui nidifiait à Moín, en province de Limón, où est en cours la construction d'un nouveau quai portuaire de conteneurs, moyennant un investissement de la société transnationale APM Terminal (Mora, 2017).

En réaction à ces exactions, les organisations concernées ont réclamé justice et des mesures concrètes

pour lutter contre l'impunité, ainsi que contre les menaces dont leurs membres sont régulièrement l'objet. Mais le silence et le refus de répondre à ces demandes font également partie des stratégies gouvernementales à l'égard du mouvement environnementaliste. En témoigne encore la marche de 180 kilomètres entamée le 17 mai 2017 par Jorge Castro, Mariana Paniagua et Gabriel Campos, des représentants des petits éleveurs et agriculteurs dans le nord du pays, victimes de l'expansion de la monoculture d'ananas, dont les pétitions auprès du gouvernement sont restées sans suite (Amigos del Pacuare et al., 2017). Il en va de même pour le silence qui a pesé sur les groupes indigènes luttant pour la récupération de leurs terres usurpées (Chacón, 2017).

Reconnaissance de la diversité sexuelle et des droits reproductifs

La dernière problématique qui a marqué les dernières années renvoie aux luttes pour la reconnaissance de la diversité sexuelle et des droits sexuels et reproductifs. Et ce, en dépit de la coalition et de l'ascension politique dans les espaces décisionnels d'acteurs conservateurs, tels la Commission des droits humains de l'Assemblée législative et sa présidence, actuellement dans les mains de partis politiques d'obédience chrétienne. Il est bon de rappeler que le Costa Rica est un État confessionnel, en cela que, constitutionnellement, la religion d'État y est catholique, apostolique et romaine. Une difficulté majeure donc pour les mouvements progressistes mobilisés sur les questions liées à l'orientation sexuelle et à la reproduction (Arguedas, 2010).

Pour autant, l'espace public a été le théâtre de nombreuses manifestations : notamment la marche « Invisibles », suite aux déclarations de Justo Orozco, député du « Parti rénovation costaricaine », sur l'invisibilité de la population sexuellement diversifiée (Gutiérrez, 2012) ; ou encore la marche des « Incurables », suite à la déclaration publique d'un congrès de bioéthique organisé par un médecin qui avait affirmé que l'homosexualité était un problème de santé publique (Crhoy.com, 2013).

Si les possibilités de reconnaissance de ces luttes sur le plan législatif sont limitées, des résultats ont été obtenus grâce à la pression exercée par les décisions d'institutions autonomes, pression qui a permis des avancées dans l'exercice de certains droits. A titre d'exemples, une directive de la CCSS, en vigueur depuis 2014, permet l'assurance de couples de même sexe ; et l'Institut mixte d'aide sociale (IMAS) est désormais attentif aux catégories de cette population qui vivent dans la pauvreté (Ramírez, 2017). Cela étant, l'État conservateur du Costa Rica reste toujours fermé à l'égard de moult revendications des groupes féministes, notamment en matière d'avortement thérapeutique ou de contraception orale en situation d'urgence.

Bilan mitigé

Le bref parcours effectué dans cet article met en évidence les principales revendications d'un mouvement social diversifié, confronté à un scénario politique qui lui est défavorable. La tendance à l'articulation d'acteurs politiques conservateurs se maintient : dans une perspective électorale, on ne discerne pas quelle opposition parviendrait à endiguer l'agenda libéral et conservateur promu par ces groupes. En dépit de cela, diverses alliances sociales ont vu le jour entre des acteurs inédits dans l'histoire récente des mouvements contestataires.

Des articulations entre organisations sociales et de quartier, entre syndicats de l'éducation et de la santé, le renforcement des coalitions qui se forment autour des enjeux environnementaux et le caractère public des exigences de reconnaissance de la diversité sexuelle et du respect des droits sexuels et reproductifs sont révélateurs de changements dans les stratégies politiques. Ces dynamiques se sont toutefois produites dans un contexte de profonde délégitimation du politique, caractérisé par une violence et une impunité dont la persistance ne constitue pas le moindre des défis pour les acteurs collectifs porteurs de ces mouvements sociaux.

Bibliographie

- Álvarez M. (2016a), « Costa Rica "verde" se desvanece », Federación Ecologista, 12 juin, www.feconcr.org.
Álvarez M. (2016b), « Jairo : justicia con impunidad », Federación Ecologista. 30 mars, www.feconcr.org.
Amigos del Pacuare et al. (2017), « Gobierno incumple acuerdos con comunidades afectadas por expansión piñera », Federación Ecologista, 28 juin, www.feconcr.org.
Arguedas G. (2010), « El (aún) tortuoso camino hacia la emancipación: fundamentalismos religiosos, los derechos humanos de grupos históricamente oprimidos y la lucha por un Estado Laico en Costa Rica », Anuario Centro de Investigación en Estudios Políticos, vol. 1, p. 50-65.
Chacón A. (2014), « El seguro social cerró un espacio a la discriminación : Las parejas gay subvencionan el seguro de las heterosexuales », Semanario Universidad. 4 juin, www.semanariouniversidad.com.

Chacón V. (2017), « La lucha va a seguir », Semanario Universidad, 11 janvier, www.semanariouniversidad.com.
Coronado J. (2015), « Apuntes para un balance del accionar del Bloque Unitario Sindical y Social Costarricense », présentation Powerpoint.
Crhoy.com (2012), « Convocan a “manifestación de incurables” en defensa de los DD.HH », Crhoy.com. 20 février, www.crhoy.com.
Gutiérrez T. (2012), « Multitud caminó en Marcha de los Invisibles y “limpió” el Congreso », La Nación, 16 juin.
Montero D. (2016), « Una interpretación del conflicto por el abastecimiento del agua potable ocurrido durante el 2014 en el cantón de Barva de Heredia, Costa Rica », Cuadernos de Antropología, vol. 26, n° 1.
Mora S. (2016), « Las luchas por la defensa del derecho a la salud. Memoria Gráfica », document en cours de publication.
Mora S. (2017), « Protesta, espacio y memoria : De las luchas por el nemagón al asesinato de Jairo Mora Sandoval », document en cours de publication.
Murillo Á. (2017), « Gobierno desiste de proyectos de reforma fiscal y de empleo público », Semanario Universidad, 27 janvier.
Parti des travailleurs (2016), « SITRASEP: nace una herramienta contra los ataques a nuestros derechos », Socialismo Hoy. 8 mai.
Ramírez A. (2007), « Conflictos socioambientales y recursos hídricos en Guanacaste; una descripción desde el cambio en el estilo de desarrollo (1997-2006) », Anuario de Estudios Centroamericanos, vol. 33-34.
Ramírez L. (2017), « Parejas del mismo sexo serán reconocidas como familias en registro del IMAS », ameliarueda.com, 28 juin, www.ameliarueda.com.

Sindi Mora Solano est sociologue, chercheuse à l'Institut des recherches sociales (IIS) de l'Université du Costa Rica

Cet article a été rédigé pour la publication du CETRI *État des résistances : Amérique latine* parue en décembre 2017.



Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon

